Rentrée sociale 2025 : 1ère journée 9 septembre

«Public/Privé : tous ensemble à Vayres»

Pour reconquérir nos industries, pour sauver les Services Publics sur nos Territoires et défendre nos droits sociaux.

1 four sur 2 menacé de fermeture avec 126 emplois visés à la verrerie de Vayres.
Alors que le projet Bayrou de budget 2026 veut instaurer l'austérité pour les travailleurs et travailleuses. Gagnons les moyens pour répondre à l'urgence sociale et industrielle.

Avec la présence de Sophie BINET
Secrétaire Générale de la CGT

Mardi 9 septembre 2025
à partir de 10h00

Rassemblement
parking de l'usine OI
4 route de BSN - 33870 Vayres

9 septembre 2025 : Tous ensemble à Vayres

Pour nos emplois !
Pourquoi se mobiliser à Vayres?

La filière «Vin & Spiritueux» comme beaucoup de secteurs d'activités, n'est pas épargnée par les annonces de suppression d'emplois.

En gironde, le site Verre OI Vayres (Libournais) prévoit de supprimer 126 emplois (fermeture d'un four). Une décision du fond de pension Black Rock, propriétaire du site, pour continuer d'abreuver ses actionnaires au détriment de l'urgence sociale et industrielle.

Cela aurait des impacts désastreux dans la région pour les salariés du site et les emplois induits dans les commerces et services publics.

La Fédération CGT Verre & Céramique et l'Union Départementale CGT 33 appellent ainsi à une mobilisation sur ce site le 9 septembre 2025 pour mettre en lumière les responsabilités des dirigeants d'entreprises et celle de l'État concernant la situation économique et sociale du pays.

La CGT porte une alternative contre cette casse industrielle et sociale qui n'a rien d'ineluctable. il est possible de maintenir 2 fours, celui rénové en 2023 pour répondre au secteur viticole, et d'investir pour que le second réponde aux besoins de production de «verre blanc».

En Gironde depuis le début d'année, ce sont près d'un millier d'emplois directs cumulés qui seraient détruits si on laisse faire.

Ainsi Sud-Ouest (presse) à Bordeaux, MERCK (laboratoire) à Martillac, MMT-B (ex Getrag – Ford) à Blanquefort, OI Vayres (Verrerie) dans le libournais, Cerexagri (production d'engrais) à Bassens, Mauco (emballages) à Peujard, John Bost (établissement médico-social pour enfants et adultes) à Talence ne sont que quelques exemples dont la liste promet malheureusement de s'allonger.

À l'image des mesures exceptionnelles prises pendant la période COVID, un gel des licenciements est possible pour permettre dans un 1er temps de trouver des alternatives assurant la poursuite de l'activité des entreprises visées par un plan de licenciements.

La loi doit évoluer pour permettre d'interdire les licenciements économiques dans les entreprises profitables.

François Bayrou annonce vouloir faire plus de 43 milliards d'euros d'économie principalement sur le dos des travailleuses et travailleurs. Inacceptable !

Alors que le Sénat vient d'indiquer que les aides publiques aux entreprises sont le premier budget de l'État avec 211 milliards en 2023, et ce sans contrepartie. Aucune annonce d'économie de ce côté.

Le patronat, le Medef en tête, est ravi. Les entreprises du CAC 40 en captent presque 50% pour les redistribuer en dividendes (100 Mds en 2024).

Les 500 plus grosses fortunes qui ont engrangé 557 milliards d'euros (+ 40%) durant le mandat de Macron, sont aussi tranquillisées. Ils pourront continuer à optimiser fiscalement pour que leurs fortunes contribuent le moins possible à la solidarité nationale.

Ce serait donc encore aux travailleurs.euses, aux retraité.e.s et aux plus pauvres dont le nombre atteint des niveaux historiques (rapport INSEE juillet 2025), de payer le coût du capital, si le budget du 1er ministre était mis en œuvre :

Deux jours fériés supprimés, 5ème semaine de congés en moins, 3 000 fonctionnaires non remplacés, gel des retraites et des prestations sociales (logement, santé, chômage, famille, handicap, étudiants, RSA...) seraient une nouvelle cure d'austérité injuste et violente contre les travailleur-ses.

Les 200 milliards/an d'argent public sont à prioriser pour l'intérêt général : maintien des services d'urgences au plus près des malades et réouverture des lits à l'hôpital,allègement des effectifs des classes et arrêt des suppressions de postes dans l'Éducation Nationale (En Gironde : 130 fermetures de classe en maternelle-primaire).

Il n'est plus possible que l'avenir industriel, celui de nos commerces, des services et fonctions publiques, celui de nos droits individuels et collectifs tiennent dans les seules mains des intérêts financiers de quelques-uns.

En Gironde, la rentrée sociale interprofessionnelle commence avec la CGT le 9 septembre dans un «tous ensemble» sur le site d'OI Vayres pour nos industries et Services Publics en territoires et contre le projet Bayrou de Budget 2026 qui attaque les droits des salariés.

Nous appelons les salarié.e.s, retraité.e.s, privé.e.s d'emploi à débattre collectivement et décider des mobilisations de cette rentrée.

Continuons à construire syndicalement les mobilisations futures nécessaires pour imposer la justice sociale et fiscale que le gouvernement et le patronat nous refusent.

Imprimé par nos soins –UD CGT 33 - Bordeaux le 12 août 2025

Ne pas jeter sur la voie publique –